



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Schéma Directeur Hydraulique du Verdanson - Protection du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier contre les inondations du Font d'Aurelle - Régularisation administrative du système d'endiguement - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), et de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), des études hydrauliques ont été menées depuis 2019 par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson.

Les études qui concernent l'ensemble du bassin versant, se sont particulièrement concentrées sur la situation des équipements hospitaliers du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve, traversé par le Font d'Aurelle, le principal affluent du Verdanson. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et ont mis en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant, avec des hauteurs d'eau estimées à plus de deux mètres dans les bâtiments existants, qui accueillent quotidiennement plus de 10 000 patients et personnels de santé.

Le CHU de Montpellier est un établissement de premier plan dans le système de santé français en tant que pôle sanitaire d'envergure régionale, pôle de référence qui dispense des soins rares et aussi pôle d'excellence intellectuel par son activité de recherche et les formations situées en son sein, toute inondation aurait des conséquences majeures.

En tant qu'autorité « *Gémapienne* », seule la Métropole pouvait réaliser les ouvrages de protection du CHU, notamment la construction d'un système d'endiguement. Dans ce contexte où les enjeux de sécurité publique et les enjeux sanitaires sont majeurs et dépassent largement l'échelle du département, le Préfet a autorisé en 2020 la Métropole à réaliser ces travaux en urgence.

En concertation avec l'Etat et le CHU, la Métropole a défini les solutions techniques et financières pour protéger le CHU du risque d'inondation. La protection du CHU, d'un montant total estimé à 6 000 000 € HT, est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. L'Etat, la Région Occitanie et le CHU participe au plan de financement à hauteur de 1,8 M€ HT pour l'Etat, 1,1 M€ HT pour la Région Occitanie, 1,1 M€ HT pour le CHU. La participation de la Métropole s'élève ainsi à 2 M€ HT. Les aménagements retenus se déclinent en deux phases.

Phase 1 : interdire l'inondation du CHU jusqu'à une crue du Font d'Aurelle d'occurrence exceptionnelle ($T = 1\,000$ ans) par la construction en urgence d'un système d'endiguement, composé d'un mur de protection le long de l'enceinte du CHU sur un linéaire de 740 ml et la surélévation des trois accès au CHU pour garantir la continuité du mur afin. Ce mur a été complété par la pose d'un collecteur pluvial de diamètre 1 600 mm à 2 000 mm sur 250 ml pour gérer le pluvial sur le site du CHU à l'arrière du mur.

Ces travaux, d'un montant de 4 M€ HT, ont été réalisés entre 2020 et 2021 conformément au calendrier de programmation initial, validé avec le Préfet. La protection du CHU contre les débordements du Font d'Aurelle est ainsi effective depuis novembre 2021.

Phase 2 : compenser les impacts du système d'endiguement en aval du CHU sur la route de Ganges jusqu'à une crue d'occurrence centennale par la construction d'un bassin écrêteur de crue d'un volume de 45 000 m³ situé en amont du bassin versant sur le secteur de la Valsière en limite communale entre Grabels et Montpellier. Ce bassin présente aussi l'avantage de réduire le risque inondation pour une occurrence centennale jusqu'au CHU, notamment secteur Croix Lavit et au droit de l'Université et du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Les travaux du bassin de la Valsière sont programmés en 2023 pour un montant estimé à 2 M€ HT.

La poursuite des travaux ne dispense pas d'un dossier d'autorisation environnementale pour autoriser la seconde phase de travaux du bassin de la Valsière et classer l'ensemble du système d'endiguement du CHU de Montpellier. Ces aménagements relèvent de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau et sont

soumis à autorisation en application des articles L.214-1, L.214-2 et L.214-3 du Code de l'environnement. Le mur de protection sera autorisé en tant que système d'endiguement conformément à l'article R.562-13 du Code de l'environnement. La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L.181-1 à L.181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du code de l'environnement.

Les dossiers réglementaires sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- Le dossier d'autorisation environnementale ;
- Le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- Le dossier d'enquête parcellaire ;
- Le dossier de déclaration d'intérêt général.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux systèmes d'endiguement, à savoir :

- L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- L'étude d'impact du bassin de la Valsière établie en application des articles R.122-2 et R.122-3 ;
- La demande de dérogation aux interdictions portant sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement soumis à la procédure de participation du public prévue par l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement pour le bassin de la Valsière ;
- L'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R.214-116 ;
- Le document d'organisation qui décrit l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage, les consignes de surveillance et les consignes d'exploitation en période de crue, de catastrophes naturelles ou de pandémie, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire de l'ouvrage pour garantir le niveau de protection retenu.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection du système d'endiguement, la délimitation de la zone protégée par ce système et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les débordements du Font d'Aurelle.

Par définition, le niveau de protection est la hauteur d'eau ou le débit de crue au-delà desquels la responsabilité du gestionnaire n'est plus engagée. En contrepartie, le gestionnaire de l'ouvrage hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien du système d'endiguement pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir un niveau de protection pour le système d'endiguement du CHU associé à une crue millénale du Font d'Aurelle, défini par un débit de 50,4 m³/s et un niveau de 50,69 m NGF, correspondant à une hauteur d'eau de 3,97 m mesurée à la station de référence du Font d'Aurelle au droit de l'avenue des Moulins. Par sécurité, la hauteur du mur a été calée avec une revanche de sécurité de 40 cm correspondant à une crue d'occurrence décennale.

La zone protégée par le système d'endiguement est la zone inondable pour la crue de référence retenue et qui est mise hors d'eau grâce aux ouvrages de protection. La zone protégée concerne le CHU dont la population est estimée à 10 000 personnes. Le système d'endiguement ainsi que sa zone protégée figurent sur les cartes annexées à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole pour maîtriser les risques et garantir le niveau de protection du système d'endiguement sont les suivantes :

- Établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue, ce document est établi conformément aux dispositions des articles R.214-122 ;
- Établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- Transmission de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant le système

d'endiguement et le bassin de la Valsière et le gestionnaire des ouvrages hydrauliques.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- L'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprises foncières nécessaires à la poursuite des ouvrages de protection contre les inondations, notamment le bassin de la Valsière ;
- L'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux et la régularisation administrative de la protection du CHU en système d'endiguement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du système d'endiguement du CHU de Montpellier, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagement du système d'endiguement décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- De requérir le prononcé des arrêtés correspondants ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190000-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan système endiguement et zone protégée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.